20me Année. — N° 4268 Bureaux: rue Nain, 1 UN NUMÉRO: 15 CENTIMES Bureaux : rue Nain, 1 Vendredi 3 Décembre 1875

ALFRED RÉBOUX,
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois. . 13.50
» » Six mois. . . 26.»»
» » Un an . . . 50.»»

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . . . 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le *JOURNAL DE ROUBAIX* est désigné pour la publication des *ANNONCES LÉGALES* et *JUDICIAIRES*

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:

Annonces : la ligne. . . 20 c.
Réclames : » . . . 30 c.
Faits divers : » . . . 50 c.

On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçues à *Roubaix*, au bureau du journal, à *Lille*, chez M. Quarré, libraire, Grande-Place; à *Paris*, chez MM. Havas, Lafitte et Cie, 8, place de la Bourse; à *Bruxelles*, à l'Office de Publicité.

DERNIÈRE HEURE

1er DÉCEMBRE
(Service gouvernemental)

3 0/0.	66 10
4 1/2.	95 75
Emprunts (5 0/0)	103 57 1/2

2 DÉCEMBRE

3 0/0.	66 15
4 1/2.	95 10
Emprunts (5 0/0). . . .	103 80

(Service particulier du Journal de Roubaix.)

Actions	Banque de France	3925 00
»	Société generale	525 00
»	Crédit foncier de France	900 00
»	Chemins autrichiens	645 00
»	Lyon	967 00
»	Est	567 00
»	Ouest	613 00
»	Nord	1195 00
»	Midi	720 00
»	Suez	815 00
6 0/0	Péruvien	38 3/4
Actions	Banque ottomane (ancienne)	456 00
»	Banque ottomane (nouvelle)	000 00
Londres cour		25 13
Crédit Mobilier		180 00
Turc		24 25

DEPECHES COMMERCIALES

(Service particulier du *Journal de Roubaix*.

New-York, 2 décembre.
Change sur Londres, 4.83 ; 1/2 change sur Paris, 517 1/2
Valeur de l'or, 114 7/8
Café good fair,(la livre) 20
Cafés good Cargoes, (la livre) 20 1/2
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagdenhauffen et Cie représentés à Roubaix par M. Bulteau-Desbonnets :

Hâvre, 2 décembre.
Cotons : Ventes 400 b., petite demande, prix soutenus.

Liverpool, 2 décembre.
Cotons : Ventes 12,000 b. Marché soutenu.

New-York, 2 décembre.
Cotons : 13 1/16.
Recettes de cinq jours 109,000 b.

Dépêches affichées à la Bourse de Roubaix.

Liverpool, 2 décembre.
Cotons : Ventes 12.000 b. Marché soutenu Amérique décembre-janvier 6 3/4.

Hâvre, 2 décembre.
Cotons : Ventes 600 b. Marché faible, louisiane janvier 80.

New-York, 2 décembre.
Cotons : 13. Recettes, 109 b.

ROUBAIX 2 DÉCEMBRE 1875

Bulletin du jour

L'Assemblée a adopté hier la proposition de M. Feray qui fait droit aux réclamations dont nous nous étions fait l'écho à propos de l'application de la loi du 29 juin 1872 sur l'impôt des sociétés commerciales.

M. Lepère a adressé une question au ministre de l'intérieur sur ce qu'il appelle la non exécution de la disposition de la loi sénatoriale autorisant les électeurs à prendre communication ou copie des listes des conseillers municipaux de chaque commune. Les préfets ont refusé cette communication.

Le ministre de l'intérieur approuve la conduite des préfets. Il répond à M. Lepère en interprétant l'article 6 de la loi sénatoriale. La communication des listes peut être réclamée par tous les électeurs, mais cette communication n'est obligatoire que pendant la période électorale. C'est à l'Assemblée qu'il appartient de fixer l'ouverture de cette période électorale. Dès qu'elle sera fixée, les préfets recevront l'ordre de communiquer les listes des conseillers municipaux.

Par 375 voix contre 304, l'Assemblée a retiré la déclaration d'urgence de la proposition de M. de Janzé sur la déclaration d'utilité publique de divers railways. L'urgence ne portera que sur 20 kilomètres. La séance a été ensuite levée.

Le *Messager de Paris* publie une lettre dans laquelle le représentant de la maison française Dervics et Ce, d'Alexandrie, explique que le vice-roi d'Egypte avait songé à vendre ses 177,000 actions à des Français avant de les vendre au gouvernement anglais, et que cette opération a été pendant plusieurs jours offerte à Paris aux grands établissements financiers. Cette opération n'a pas été faite parce que la pensée n'est pas venue qu'à défaut d'acheteurs français, le vice-roi d'Egypte pourrait trouver un acquéreur en Angleterre.

Une dépêche de Berlin, en date du 30 nous fait part d'un incident mal expliqué encore, mais qui ne paraît pas moins digne d'une attention particulière. De précédents télégrammes nous avaient appris que le prince Gortschakoff était arrivé subitement à Berlin, et qu'il s'était installé à l'hôtel de l'ambassade russe. La dépêche du 30 ajoute que le chancelier de l'Empire russe est allé, le 30, faire une visite à M. de Bismark et a eu avec lui un entretien non à l'hôtel particulier du premier ministre de l'Empereur Guillaume, mais au ministère des affaires étrangères « Le chancelier russe, ajoute la dépêche, a ensuite rendu visite au prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne à Saint Pétersbourg. Le prince de Bismarck a été reçu à quatre heures par l'Empereur et le chancelier Gortchakoff est parti ce soir pour Saint-Pétersbourg. »

Qu'a-t-il pu se passer dans ces entretiens successifs qui ont évidemment nécessité la présence directe du principal conseiller du Czar; car autrement le prince Gortschakoffe se serait dispensé, à son âge, d'un tel voyage, par un temps rigoureux? Pourquoi, en outre, ces négociations verbales, alors qu'il eut été si simple de se concerter, comme d'habitude, au moyen de communications écrites? A-t-on voulu, à Saint-Pétersbourg ou à Berlin, qu'il ne restât pas traces des pourparlers qui ont eu lieu? Autant de questions posées, mais non résolues.

Nous ne nous chargerons pas de donner, à cet égard, une explication qui serait, dans tous les cas, téméraire. Notre seule mission, aujourd'hui, est de signaler le fait, en attendant des explications nouvelles.

La même attente s'impose, en ce qui touche les rapports des Etats-Unis et de l'Espagne. Les feuilles madrilènes se bornent à nous payer de mots. On mande, entre autres choses, de Madrid, que les nouvelles relatives à la concentration de la flotte des Etats-Unis à Norfolk « sont le fait d'une manœuvre politique ou flibustière. » Cette légèreté d'appréciation n'est point de nature à nous fixer sur l'état réel des choses La *Epoca*, moins mal avisée, publie un article démontrant l'impérieuse nécessité de conclure un traité de commerce et de navigation avec les Etats-Unis, « surtout au point de vue du commerce de Cuba. » Il est évident, en effet, qu'une crise est pendante et que l'Union Américaine exigera avant longtemps des satisfactions que l'Espagne ne saurait éluder.

La défense nationale dans le Nord.

(SUITE).

Le général de Kummer reçut l'ordre de marcher dès huit heures du matin sur les routes de Vermand et d'Ercilleres, d'attaquer Saint-Quentin en tournant la ville, de l'enlever et de prolonger son mouvement jusqu'à la route de Cambrai.

Le général Barnekow devait à la même heure attaquer, par Essigny-le-Grand, la voie ferrée; il disposant pour cet objet, de la cavalerie du comte de Lieppe et de tous les renforts que le chemin de fer amènerait, dès qu'ils seraient prêts à entrer en ligne. Cette attaque devait se prolonger par la droite, de manière à menacer la route de Cambrai.

On voit ainsi clairement dessiné le plan du général de Gœben : c'était une attaque concentrique et simultanée sur St-Quentin, avec le dessein d'y rejeter et d'y prendre tout ou partie de l'armée française. Nos revers avaient donné à nos ennemis toutes les audaces.

Le général Faidherbe était, comme nous l'avons dit, parfaitement résolu à accepter la bataille. Il prit ses dispositions en conséquence : il resserra sa ligne, concentra ses divisions, s'efforçant de tirer le meilleur parti possible des accidents de terrain, mais sans pouvoir élever des ouvrages de campagne pour se protéger. Le 23e corps, ayant de plus la brigade Isnard, fut déployé en arc de cercle, tournant le dos à la ville, sa droite s'étendant jusqu'au village de Fayel, sa gauche jusqu'au moulin à vent de Rocourt, sur une hauteur dominant le canal.

Le 22e corps, établi au delà du canal près de Rocourt, occupait les villages de Gauchy et de Grugis, jusqu'à la route de Paris, face au Sud.

L'armée avait pour lignes de retraite les routes de Cambrai par le Catelet et du Câteau par Bohain. La Brigade Pauly, chargée de protéger et de défendre ces lignes de retraite, prenait position près de Belleuglise, à Bellecourt (1).

Le 22e corps (général Lecointe) reçut le premier choc.

La division Deroja venait d'occuper le village de Gauchy, et la division de Bessol celui de Grugis, quand elles furent vigoureusement attaquées par les colonnes prussiennes du général Barnekow.

La brigade Aynes (de la 1re division) vint au pas de course se placer à la gauche des troupes engagées et rétablit le combat ; la blessure du général du Bessol avait un moment affaibli sur ce point la résistance.

Lasses de cette ténacité, les Prussiens essayèrent un mouvement tournant qui était du reste, pour eux, une manœuvre habituelle, et des colonnes considérables débouchant d'Ervillers et d'Itancourt, débordèrent notre gauche vers la Neuville-Saint-Amand, et vinrent menacer les faubourgs de Saint-Quentin. Le général Aynès, à la tête de sa brigade, voulut arrêter ce mouvement et s'avança sur la route de la Fère, mais il tomba mortellement blessé.

Le commandant Tramond, du 68e, ordonna une charge à la baïonnette et regagna une partie du terrain perdu.

Les hauteurs de Gauchy furent six fois assaillies, toujours vainement, par les Prussiens.

Mais ceux-ci recevaient d'heure en heure des renforts de troupes fraîches qui, après un court repos, entraient en ligne. A un moment donné, le général von Gœben, ayant lancé toutes les forces qu'il avait sous la main, entouré seulement de son état-major et escorté d'un seul escadron de hussards, suivait, non sans anxiété, de la position qu'il occupait au village de Roupy, sur la route de Ham à Saint-Quentin, les incidents de la bataille; mais confiant dans l'arrivée des renforts qui lui avaient été promis, il ne gardait aucune réserve pour lui.

La blessure du général du Bessol et la mort du général Aynès avaient contribué à affaiblir le moral de nos soldats, qui cependant revenaient sans cesse au combat.

Le colonel Pittié tenait solidement le long du canal et du chemin de fer, de même que dans les villages de Gurgis et de Gauchy.

Le mouvement tournant des Prussiens par Itancourt et La Neuville-Saint-Amand n'avait réussi qu'en partie; leurs tirailleurs étaient parvenus jusqu'aux faubourgs de St-Quentin, mais ils n'avaient pu ni s'y établir ni s'y maintenir, écrasés qu'ils étaient par la mousqueterie de nos soldats occupant la barricade du faubourg d'Isle et par le feu des batteries du village de Gauchy. A ce moment, la brigade du colonel Pittié formait comme un coin, attaquée à droite et à gauche, mais résistant fièrement. Devant cette attitude, les Prussiens sentirent combien il serait imprudent d'étendre, en affaiblissant encore, le mouvement concentrique qu'ils avaient tenté, et la cavalerie de réserve du général de Lippe reçut l'ordre de se maintenir seulement à la hauteur de La Neuville-Saint-Amand, sans plus incliner à droite. Ignorant les pertes énormes que nous faisions nous-mêmes, en officiers et en généraux, témoins de la résistance énergique opposée au centre, ils ne doutaient qu'une attaque vigoureuse ne forçât leurs ennemis dans la position du grand Seraucourt, isolant ainsi leurs deux corps d'armée et les exposant à un péril qui aurait pu être un désastre.

Le général Paulze d'Ivoy, qui commandait le 23e corps formant notre aile droite, avait affaire aux troupes du général de Kummer, essayant à son tour comme mouvement tournant, qui souvent, avec des troupes jeunes, peu solides, faciles à démoraliser, amène des paniques ou tout au moins ébranle les courages et affaiblit la résistance.

Le 23e corps avait occupé les villages de Savy, Holnon, Fayet et Gricourt, se reliant d'une part au 22e corps par les positions de Rocourt et, d'autre part, tenant par Gricourt à notre ligne de retraite. Mais il dut lui-même resserrer sa ligne et ne défendre que faiblement les villages de Savy, Holnon et Fayet, pour se replier sur les villages de Selency et Francilly. Jusqu'au milieu de cette journée meurtrière, cédant à la préoccupation qu'ils avaient d'une attaque simultanée sur le centre par la grande route de Ham, les Prussiens n'avaient pas voulu s'engager fortement; et une simple démonstration faite par quelques bataillons, marchant de Belleuglise sur Gricourt, avait suffi pour retenir et arrêter leur mouvement dirigé en droite ligne sur Saint-Quentin.

C'était là une simple démonstration de la brigade Pauly; et le général Kummer, instruit du véritable état des choses de l'autre côté du canal, reprit l'attaque des deux villages de Francilly et Selency, qui furent enlevés; là nous perdîmes, au dire des Prussiens, 2,000 prisonniers. Il poursuivit son offensive sur le village de Fayet, position importante, car elle commandait la route de Cambrai. Les Prussiens pénétrèrent dans les premières maisons de ce village mal défendu par la division Robin, qui perdit beaucoup de terrain.

La 1re brigade de la division Payen, envoyée à son secours, ne laissa pas à l'ennemi le temps de s'établir à Fayet. La brigade Pauly accourut de nouveau de Bellicourt pour coopérer à l'attaque; les Prussiens furent repoussés complètement et le 48e de marche, brigade Lagrange, fut chargé de la garde de la position conquise.

Après avoir dégagé Fayet, nos troupes, poursuivant l'offensive, vinrent menacer Selency. Les Prussiens furent obligés de faire un mouvement de conversion à gauche et d'engager leur réserve d'artillerie pour arrêter nos progrès. Nos soldats se replièrent en bon ordre sur Fayet, suivis, mais à distance, par les canons prussiens dont les obus incendièrent quelques maisons, qui ne furent évacuées qu'à la nuit close, à près de huit heures du soir.

Sur un point important, au moulin de Rocourt, les attaques des Prussiens avaient réussi et, de ce côté, le tirailleurs ennemis arrivaient aux premières maisons du faubourg Saint-Martin.

L'obscurité devenait de plus en plus complète Par ce temps humide et sombre, la fumée de la mousqueterie et du canon s'étendait en masse compacte en avant des batteries et des compagnies; le pointage devenait incertain, le tir se faisait à l'estime. Mais sur tous les points que nous avions choisis pour champs de bataille, nous étions forcés de nous retirer, et la ville de Saint-Quentin ne pouvait plus être défendue que dans ses murs mêmes, c'est-à-dire en l'exposant à une ruine certaine et inutile. Le général Faidherbe donna l'ordre de la retraite à ses deux lieutenants ; le général Lecointe devait prendre la route du Cateau; le général Paulze d'Ivoy, celle de Cambrai.

Dans la soirée, les deux corps prussiens, pénétrant dans Saint-Quentin, les uns par le faubourg d'Isle, les autres par le faubourg Saint-Martin, se rencontrèrent au centre de la ville. Ils étaient exténués par ce rude combat d'une durée de plus de neuf heures, et, bien que le général de Moltke télégraphiât le lendemain, 20 janvier : « Poursuite énergique » (1), il fut impossible au général von Gœben de ne pas donner à ses soldats un peu de repos. Cependant, un détachement vint sommer la place de Cambrai de se rendre, un autre alla bomba der Landrecies; ils furent repoussés l'un et l'autre.

Retraite du général Faidherbe. — La bataille de Saint-Quentin était perdue; nous avions évité un désastre complet, que les Prussiens, dans un sentiment d'orgueil à notre avis excessif, se flattaient d'infliger à l'armée du Nord : celle-ci n'avait été ni enveloppée, ni prise dans la ville de Saint-Quentin comme on s'en flattait, et même la retraite s'était effectuée mieux que nous ne devions l'espérer. « Nos pertes s'élevaient, dit le général Faidherbe, à 3,000 tués ou blessés et 6,000 prisonniers; » — « à 6,000 tués ou blessés et 9,000 prisonniers », dit le major de Schell. Celles de l'ennemi étaient de 4,000 hommes.

C'était, pour nous, des pertes sensibles et relativement énormes, puisque c'était le quart ou le tiers de l'effectif de l'armée, laquelle était de 40,000 hommes, dit le général Faidherbe, de 45,000, dit l'écrivain prussien.

Le nombre des prisonniers aurait pu être moins considérable, si le mouvement de retraite avait été plus tôt et mieux coordonné. Vous savez, messieurs, que devant votre commission des récriminations venant de plusieurs généraux se sont produites. Le général Faidherbe nous a remis une note dont nous avons dû tenir compte; il reconnaît que des « circonstances indépendantes de sa volonté ont fait peser sur le général Paulze d'Ivoy tout le poids de la retraite de l'armée » (2).

Le général Faidherbe avait jugé, en voyant les Prussiens s'avancer, d'une part, jusqu'au faubourg d'Isle, et, de l'autre, faire des progrès menaçants sur la route de Ham, que nous allions être rejetés dans Saint-Quentin.

Que serait dans ces conditions une retraite pour des troupes harassées et démoralisées ? Serait-on forcé de capituler ?

Il attendait la nuit avec une grande anxiété, sans prendre aucun parti, sans donner ni ordres ni instructions.

Débordé par sa gauche, menacé sur sa droite par les Prussiens qui venaient de se rendre maîtres de Rocourt et d'y installer leurs batteries, le commandant du 22e corps général Lecointe, jugeant la partie perdue, avait ordonné la retraite et avait envoyé un aide de camp pour en prévenir le général en chef.

Le 22e corps défilait avec un ordre parfait, quoique suivi de très-près par les Prussiens. Le général Faidherbe, voyant que la retraite était possible, la dirigea sur Cambrai et le Cateau et en fit immédiatement prévenir le général Paulze d'Ivoy; mais, dans un pareil désordre, les officiers expédiés au 23e corps ne purent s'acquitter de leur mission que tardivement. Le général Paulze d'Ivoy tenait toujours courageusement dans le faubourg Saint-Martin, quand déjà les colonnes du général Barnekow occupaient les principales rues de la ville.

Toute l'arrière-garde du 23e corps fut obligée de mettre bas les armes, cernée qu'elle était entre les colonnes de Barnekow et celles de Kummer; le général Paulze d'Ivoy lui-même ne dut son salut qu'à la nuit et au concours d'un habitant de Saint-Quentin qui lui indiqua une issue non encore occupée par l'ennemi.

« Le général Lecointe aurait dû tenir trois quarts d'heure de plus » dit le général Faidherbe.

Mais le pouvait-il ?

Si cela lui était possible, sa résistance prolongée, aussi bien que celle du général Paulze d'Ivoy, aurait égalisé les chances de retraite pour les deux corps d'armée et empêché la perte de cette courageuse arrière-garde qui a été sacrifiée.

« Elle a été sacrifiée pour sauver l'armée, nous a dit non sans amertume le général qui la commandait. C'était sans doute un devoir, a-t-il ajouté, mais j'aurais aimé à en être prévenu. »

(A suivre).

(1) Voir l'ouvrage du général Faidherbe.

(1) Voir l'ouvrage de Schell.
(2) Note du général Faidherbe.

CHRONIQUE

D'après ce que l'on mande de Versailles, deux groupes nouveaux se forment dans le centre droit ou se reconstituent. La présidence de l'un de ces groupes aurait été offerte à M. Constantin Dreseat, et l'honorable député de Roubaix l'aurait acceptée.

Le général Changarnier essaye de reconstituer le groupe Pradié, qu'il présiderait. M. Pradié resterait vice-président.

Le *Times* publie une dépêche de Philadelphie datée du 29, disant que le message du président Grant au Congrès ne contiendra aucun conseil de reconnaître l'indépendance de Cuba ou les droits de belligérants aux insurgés.

La demande formulée par le procureur général de Berlin contre le comte d'Arnim ayant été accueillie favorablement par la chambre des mises en accusation dans la seconde séance secrète, le juge d'instruction vient de faire signifier au domicile du prince une assignation de comparution. Cette assignation est ainsi libellée : Pour être entendu sur le crime de haute trahison à lui imputé par suite de la publication d'un opuscule intitulé : *Pro nihilo*, de nature à exciter les citoyens à la désobéissance aux lois et au souverain.

Le gouvernement italien agit beaucoup pour obtenir que la France et l'Autriche n'aient plus d'ambassadeur auprès du Saint-Siège, mais seulement un ministre plénipotentiaire. Le gouvernement français a opposé à cet égard un refus formel aux prétentions de M. Visconti-Venosta.

D'un document relatif à la situation commerciale et industrielle de l'année 1875, nous détachons ce passage :

« L'année a été meilleure qu'on osait l'espérer ; mais nous sommes loin encore d'avoir regagné ce que nous avons perdu.

» La révision des traités de commerce, les impôts multiples qui incombent aux producteurs, aux négociants et aux consommateurs, le manque d'initiative et surtout l'incertitude de l'avenir sont les causes principales de l'état peu florissant de notre commerce intérieur. »

Nous avons eu occasion de dire que M. Thiers, devenu avant tout, aujourd'hui, anti-clérical, invite ses amis politiques à poser la question électorale sur le terrain religieux dans les départements.

Le *Journal de Genève*, qui passe pour recevoir les inspirations de l'ancien président, confirme nos précédentes informations et nous montre que M. Thiers, généralisant ses théories nouvelles, les applique maintenant à la politique extérieure. Voici cette phrase curieuse :

« Si l'Angleterre agit avec un sans-façon aussi absolu à l'égard de la France dans l'affaire de l'isthme de Suez, cela tient au discrédit que l'influence cléricale a jeté sur la nation française. »

En d'autres termes, si l'Angleterre a acheté 100,000,000 de fr. au khédive ses 177,000 actions du Canal maritime, ce sont les prêtres de France qui en sont cause.

A la suite de la condamnation de Luciani, M. Petruccelli della Gatina, que

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix*
DU 3 DÉCEMBRE 1875.

— 28 —

VAISSEAUX BRULÉS

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX.

XIV

(Suite)

M. Rogerat, trop troublé par la responsabilité personnelle qu'il encourait en cette déplorable affaire, ne saisit nullement ces nuances dont Gontran resta frappé.

— Vous êtes un misérable! dit-il durement.

Quelque chose comme un sourire, plus vite effacé qu'un éclair dans le ciel noir, traversa l'œil fixe du caissier.

— Que voulez-vous que je fasse de vous, maintenant? vous livrer à la justice comme un salarié infidèle?

— Je suis à votre disposition, monsieur Rogerat, répéta le vieillard.

— Il me répugne de traîner devant les tribunaux vos cheveux blancs, et, cependant, tant d'indélicatesse!...

— Monsieur, intervint M. Clavel, je vous demande en grâce que ce ne soit pas ma réclamation qui vous pousse à cette extrémité.

— C'est la simple équité, c'est le devoir qui le demande. Il faut un exemple! s'écria l'agent de change.

— Faites donc, si vous le jugez nécessaire, reprit Gontran, quoiqu'il me paraisse sage d'interroger M. Firmerol fils d'abord.

Le caissier fit un pas vers Gontran avec une vivacité telle, une expression de visage si épouvantée que le jeune homme, déjà ébranlé, sentit un doute nouveau grandir en lui.

— Mon fils n'a rien à voir ici, dit le vieillard avec force. J'ai suffi seul à commettre une faute, je dois suffire seul à l'expier.

— Et ne voyez-vous pas que cet homme a voulu, coûte que coûte, faire faire à son fils un mariage riche? dit l'agent de change en s'adressant à Gontran; et qu'il a fait chez moi est un détournement temporaire; ce qu'il a fait là-bas, dans la famille de la fiancée, est un vol qualifié. A qui se fier? Ma maison, ma fortune privée, j'aurais tout confié à ce malheureux. Quel naufrage !

M. Rogerat fit plusieurs fois le tour du petit bureau avec une agitation croissante. Près de flétrir publiquement l'employé de choix dont la vieille probité avait fait si longtemps sa sécurité et son orgueil, il hésitait et souffrait.

L'homme d'argent n'avait pas éteint chez l'homme du monde tout sentiment de commisération. M. Rogerat se souvenait d'une digne femme âgée, dévouée, souffreteuse, que sa propre femme, à lui, vénérait. Il revoyait les vingt ans de repos absolu qu'il avait dus à ce vieillard coupable. S'il ne désarmait pas, du moins s'apaisait-il par degrés.

Quand sa fiévreuse promenade le ramena une dernière fois devant son caissier, il s'arrêta, le regarda dans les yeux et dit avec une involontaire expression de pitié :

— Allez-vous-en, Firmerol; je vous plains plus que je ne vous méprise. Je me tairai. Ne restez pas chez moi une minute de plus.

M. Firmerol ne pouvait pas blêmir davantage. Son grand corps voûté tressaillit et parut secoué comme un branche grêle que le vent tourmente. Son œil atone embrassa dans un rapide regard circulaire, les objets vulgaires et laids qui meublaient le bureau comme pour emporter l'image.

Lentement, lentement, avec un effort où se déchirait son âme, il tira de sa poche un trousseau de clefs dont il entreprit d'enlever la moins lourde.

Comme elle semblait peser à ses mains pourtant, cette petite clef fine et découpée comme un bijou !

On eût dit que cet emblème de son autorité déchue lui tenait aux entrailles par des liens invisibles, incassables, tant fut douloureux le soupir qui en accompagna la remise.

Elle brillait sur le bureau noir, la petite clef d'acier poli qu'il ne toucherait plus, qu'il ne reverrait plus !

S'il eut été seul, peut-être l'eût-il embrassée.

— Je vous remercie, monsieur Rogerat, dit-il en ébauchant un salut dans la direction du patron généreux.

Mais ce fut la table que ses yeux rencontrèrent, et sans qu'il en eut conscience, ce fut la clef qu'il salua.

Il descendit en trébuchant et glissa sur le dernier escalier sans même prendre la peine d'étendre la main pour se retenir à la rampe.

Le concierge accourut, vit qu'il était malade et crut bien faire de le soutenir jusqu'à une voiture de place dans laquelle il monta près de lui.

Le retour à la rue Saint-Placide fut navrant. Monté plutôt qu'aidé par le compatissant concierge, M. Firmerol fut remis aux mains de sa pauvre femme, qui pleurait et ne comprenait pas.

Vers le soir, cet immense accablement de vieillard fit place à une lucidité attendrie. Il attira sa compagne près de son lit et lui dit avec une infinie douceur :

— Ne te récrie pas, ne proteste pas. Ce qui est arrivé devait être : je ne suis plus le caissier des titres de la maison Rogerat et Cie.

— Toi !... tu n'es plus ?... Mais je rêve... Mais qu'y a-t-il ?... M. Rogerat... que tu sers depuis vingt ans !... C'est un monstre d'ingratitude !

— M. Rogerat est un cœur généreux. Il nous faudra toujours le bénir.

— Le bénir !

— Il te permet de vivre sans rougir ; il sauve d'une honte imméritée la jeune femme... la mariée d'hier... la pauvre innocente victime... Odette de Montchenetz.

— Ah ! tu prétends dire que Lucien...

— Ne sais-tu pas que nous n'avons plus de fils ?

— C'est horrible ! je ne sais rien, moi, au moins voudrais-je comprendre.

Elle était à genoux.

Il passa sa main desséchée dans les rares cheveux gris de sa chère femme, de sa courageuse amie.

— Pauvre chère ! murmura-t-il, les vieillards comme nous peuvent souffrir et disparaître. Aux jeunes, l'espoir et la vie honorée.

Elle répéta sans comprendre mieux :

— Aux jeunes?

M. Firmerol laissa ses yeux voilés chercher le jour décroissant à travers la fenêtre. On ne voyait guère qu'un coin du ciel entre les hautes cheminées.

Il parla bien bas, sans suite, comme dans un rêve interrompu.

— Odette !... avoir vingt ans et donner sa main... peut-être son cœur... pauvre Odette !... Je ne vous connais pas, je ne vous verrai jamais, mademoiselle de Montchenetz !... J'ai cependant fait pour vous ce que n'eût pas fait votre propre père !... Vous n'auriez pas pu vivre, n'est-ce pas, près d'un homme souillé... près d'un époux méprisable?... On vous dit si belle !... et si candide... un peu triste... Il nous écrivait cela, le malheureux !... Il faudra lui pardonner... quand vous découvrirez qu'il n'est pas riche... Il faudra le croire s'il vous dit que l'amour seul l'a égaré !... Il ne vous dira pas... On ne saura pas... à quoi bon dire ?... La vieille mère ne sait rien, elle !... et le vieux père... Ah ! le vieux père !... le vieux père qui ne vous a pas bénie, qui ne vous a pas embrassée... que vous ne pleurerez pas... il a donné à votre beauté, à votre jeunesse... à votre innocence, pauvre Odette..., il a donné un bien... plus grand que tous ceux-là : l'honneur ! Mais il en va mourir !

Mme Firmerol, hâletante, se penchait pour mieux saisir cet appel bizarre, à travers l'espace, à la jeune inconnue devenue « sa fille » depuis la veille.

(A suivre).